

5

Genre et gouvernance : analyse des comportements politiques des hommes et des femmes au Maroc

**Houria Alami M'Chichi
& Malika Benradi**

Dès les lendemains de l'indépendance, des femmes actives, instruites, se sont organisées pour conquérir tous les espaces et revendiquer leur place dans la gestion des affaires publiques. Malgré cela, le constat des chiffres montre que cet espace résiste à leur inclusion.

Ainsi, ce n'est qu'en 1998 qu'une femme a été nommée pour la première fois dans l'histoire du pays ministre chargé(e) de la condition féminine, de l'enfance, de la protection sociale et des personnes handicapées.

Auparavant, Feu Hassan II avait nommé quatre femmes sous-secrétaires d'État, alors que le gouvernement de l'alternance n'a porté en 1997 que deux femmes aux hautes fonctions de sous-secrétaires d'État, une en charge de la coopération auprès du ministère des affaires étrangères, l'autre des personnes handicapées.

En 1999, une femme est promue au poste de conseillère auprès du Roi Mohamed VI. Pour ce qui concerne les fonctions diplomatiques, trois ambassadeures ont été nommées en 2000 : une auprès de l'Union européenne, la seconde auprès de l'UNESCO et la troisième auprès de la Suède. Cependant, aucune femme n'assume les responsabilités de gouverneur, de wali.

Au niveau parlementaire, trois femmes siègent au Parlement, deux sur 325 à la Chambre des Représentants et une à la chambre des Conseillers sur un total de 270. Pour l'ensemble des deux chambres, elles ne représentent que 0,66 pour cent de l'ensemble des élus.

Au niveau électif, les femmes ont accédé au parlement depuis 1993, au nombre de deux. Aux élections de 1997, le taux de femmes élues a été maintenu à 0,66 pour cent. Après le renouvellement du tiers sortant de la deuxième chambre, ce taux est revenu à 0,5 pour cent !

Comment expliquer cet état des choses ? Comment expliquer ces lenteurs plus de cinquante ans après l'indépendance ? Y-a-t-il si peu de femmes capables d'assumer ces hautes fonctions ? À une époque où les femmes diplômées et les femmes cadres sont nombreuses, peut-on continuer à arguer du fait que les femmes n'ont pas acquis le niveau nécessaire ? L'état des mentalités souvent désigné comme responsable des écarts hommes-femmes est-il suffisant pour comprendre les difficultés que rencontrent les femmes pour participer à la chose publique comme les hommes ?

Les Marocains et les Marocaines sont-ils hostiles à la participation des femmes au politique ? Autrement dit, les idées communément répandues sur les réticences, voire sur les refus de la société à l'implication des femmes dans le champ politique sont-elles une réalité ou un mythe ? N'y a-t-il pas derrière les obstacles que rencontrent les femmes des rapports de pouvoir ? C'est là une des questions principales auxquelles ce travail souhaite répondre.

Pour répondre à ces nombreuses interrogations, il est indispensable de cerner, dans un premier temps, les attitudes générales des uns et des autres dans leur vision du politique.

Quels sont les comportements des femmes et des hommes dans leur relation avec le politique ? Quelles sont les conceptions dominantes sur la question ? Quelles sont les idées partagées qui dominent sur la place des femmes dans le champ politique ? Quelles sont les différences ? Les femmes sont-elles opposées « volontairement » aux femmes candidates aux élections ? N'est-ce pas là le résultat d'une domination largement intériorisée par tous et par toutes ?

Telles sont les principales questions auxquelles cette recherche fondée sur une enquête de terrain a voulu répondre. Elle ne pouvait faire l'économie d'une recherche sur les mutations sociétales à l'œuvre. L'ensemble des rapports sociaux a été ainsi mis en perspective. L'approche genre pour l'analyse s'est donc imposée d'elle-même, car elle offre des outils d'analyse qui permet de dévoiler l'ambivalence des rapports sociaux entre les femmes et les hommes. Elle pose le problème des rapports sociaux qui président aux relations non seulement à l'intérieur de la famille mais aussi à l'extérieur. Elle éclaire sur la nécessité de lier sphère privée et sphère publique. En effet, au Maroc, le droit participe et légitime la domination des hommes, il interpelle directement la problématique de l'égalité. Le politique est, donc bien un enjeu majeur pour comprendre les rapports de pouvoir qui existent à tous les échelons de la société.

Introduit au cœur du politique, le concept de gouvernance qui pose le problème de la participation de tous et de toutes à tous les secteurs de la vie introduit l'exigence de la prise en compte de tous les acteurs de la société. Ainsi sont

établies directement la relation avec le genre et la nécessité d'utiliser d'outils aptes à faciliter la compréhension la plus complète des processus sociaux engagés.

En opérant des comparaisons entre hommes et femmes dans l'appréhension de l'espace politique et dans les représentations des femmes dans cet espace, cette étude a voulu cerner les opinions dominantes sur la question, l'objectif étant de mettre en relief certains aspects des rapports sociaux hommes-femmes.

Le genre et la perception du politique

L'enquête

L'enquête, qui a démarré en avril 2000 et s'est terminée en mars 2001, a concerné un échantillon représentatif de la population urbaine au Maroc de 625 personnes des deux sexes, soit 320 hommes et 305 femmes

L'étude s'est limitée au milieu urbain représenté par cinq villes, considérées comme les plus importantes économiquement, démographiquement et géographiquement et couvrant les grandes régions du pays (Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech, Tanger et Agadir).

À un niveau méthodologique, la démarche se fixait un triple objectif :

- Le premier a visé une progression dans la connaissance pour évaluer de manière aussi précise que possible non seulement les facteurs qui freinent l'inclusion des femmes dans le champ politique, mais aussi ceux qui pourraient favoriser leur participation effective... ;
- Il s'agissait ensuite de mettre en exergue les différences d'attitudes et de comportements entre hommes et femmes ;
- En final, donner à l'étude un caractère opérationnel s'est révélé important : pour cela il fallait dégager les rapports sociaux qui pourraient être déconstruits pour la promotion des femmes en politique.

Ce caractère urbain constitue évidemment une limite dans la mesure où il réduit les possibilités de généralisation des conclusions à la société marocaine. Une recherche similaire sur le milieu rural, qui regroupe la moitié de la population selon le dernier recensement de la population, serait tout à fait indispensable pour compléter cette étude et prétendre donner un reflet relatif de l'opinion des marocaines et des marocains dans leur ensemble sur la place des femmes dans le champ politique.

L'objectif essentiel en dernier ressort était de faire ressortir les grandes tendances au sujet des perceptions des citoyens et des citoyennes sur le politique et sur la place qui revient aux femmes dans cet espace.

Les relations des femmes et des hommes au politique : des relations différenciées

L'enquête a révélé que les femmes et les hommes appréhendent le champ politique différemment. Les femmes sont relativement réservées à l'égard de « la politique ». De manière générale, les marocaines ne se sentent pas encore véritablement concernées par la politique autant que les hommes. Elles se révèlent globalement moins intéressées par le politique et entretiennent un rapport au politique plus distant que celui des hommes.

Elles sont d'ailleurs nettement plus nombreuses à affirmer que le politique ne les intéresse pas du tout.

Mais, l'écart se ressert lorsque hommes et femmes sont appelés à rendre compte de la fréquence des discussions politiques : 68,1 pour cent des femmes et 78,4 pour cent des hommes parlent souvent ou occasionnellement politique.

La définition du politique

Pour mieux apprécier la relation au politique, il s'est avéré nécessaire de savoir ce que les femmes et les hommes interrogés entendent par politique. C'était l'objet d'une question qui associait la politique soit à des institutions comme les partis politiques, soit à des réalités plus larges qui englobent la politique dans une pratique quotidienne ou encore à un domaine qui échappe à l'appréciation.

Dans ses différents sens, peu de personnes pensent que la politique n'est pas un sujet de leur ressort. Au contraire, la politique est plus considérée comme une réalité quotidienne, ce qui favorise une définition extensive du politique qui pourrait comprendre la question féminine.

Le rapport aux partis politiques

La désaffection à l'égard des partis politiques est plus générale. Hommes et femmes ne sont pas nombreux à se sentir proches d'un parti politique : la différence entre les uns et les autres est faible et seuls 20,9 pour cent des hommes et 17,5 pour cent des femmes revendiquent leur proximité avec les partis politiques.

Ceci ne signifie pas nécessairement désintérêt pour la chose publique. Il y a en quelque sorte désaffection à l'égard des partis politiques sans qu'il y ait désintérêt pour le politique. On peut, en effet, constater qu'il y a concordance entre les opinions relatives à l'intérêt pour le politique : 77,6 pour cent des hommes et 66,7 pour cent des femmes répondent qu'ils s'intéressent beaucoup ou un peu à la politique et les comportements de ceux qui déclarent parler politique qui sont au nombre de 78,6 pour cent des hommes et 68,4 pour cent des femmes. On s'aperçoit donc que, dans les pratiques, la politique est plus présente qu'on peut le croire sur la base d'une observation empirique. Seul un pourcentage relativement faible de personnes affirme qu'ils ne discutent jamais politique.

L'intérêt pour la politique

Alors que chez les plus jeunes, les différences d'intérêt sont faibles entre les femmes et les hommes, l'écart entre les deux s'accroît avec l'âge. C'est en effet, parmi les femmes les plus âgées que l'on retrouve celles qui sont les plus éloignées du champ politique.

Chez les jeunes des deux sexes, l'intérêt se révèle plus grand dans la tranche d'âge 20-29 : respectivement 31,5 pour cent pour les hommes et 36,5 pour cent des femmes du nombre total de ceux et de celles qui ont répondu positivement à cette question. Cet intérêt demeure soutenu dans la tranche d'âge supérieure puisqu'il est respectivement de 27,1 pour cent pour les hommes et de 24 pour cent pour les femmes.

L'intérêt pour la politique croît avec le niveau scolaire. Ce facteur revêt une importance particulière dans la mesure où l'hypothèse la plus répandue est que le niveau d'études est déterminant pour venir à la politique. L'enquête a confirmé ce point de vue. En effet, c'est précisément dans le groupe d'analphabètes qu'on retrouve les hommes et les femmes qui affirment ne pas du tout être intéressé(e)s par la politique et de ceux et de celles qui ne discutent jamais de politique. En revanche ceux et celles qui ont reçu une instruction supérieure vont être aussi ceux et celles qui vont répondre qu'ils et elles s'intéressent beaucoup au politique. Il faut cependant noter les différences de réaction entre les femmes et les hommes, ces derniers se déclarant plus massivement très concernés. C'est parmi les diplômé(e)s que les femmes apparaissent donc en mesure de rencontrer les hommes autour de l'intérêt politique.

L'activité professionnelle est également généralement considérée comme un indicateur de l'intérêt pour le politique. Si l'on accepte cette hypothèse, on devrait en conclure que les femmes qui ont une activité rémunérée sont susceptibles d'être plus politisées que celles qui restent au foyer. L'enquête a effectivement, sur cette question aussi, permis de confirmer cette hypothèse et de démontrer que l'appartenance au monde du travail favorise aussi bien chez les femmes que chez les hommes l'intérêt pour les affaires publiques. Subsistent pourtant les différences de genre puisque les hommes continuent davantage que les femmes à se sentir plus impliqués par la politique. En outre, les personnes qui déclarent qu'elles discutent politique ne peuvent le faire que sur la base d'une familiarité minimale avec ce qu'ils appellent politique. En ce sens, il était indispensable d'évaluer les comportements vis-à-vis des différents médias qui servent à la vulgarisation quotidienne de l'information.

L'hypothèse qui a présidé au choix des questions relatives aux attitudes vis-à-vis des médias est que l'on peut considérer qu'une personne qui cherche ainsi à être informée sur ce qui se passe dans son pays est une personne qui manifeste de l'intérêt pour la politique.

Dans l'ensemble, les femmes sont exposées aux nouvelles télévisées et radio-phoniques presque autant que les hommes. Au contraire, elles lisent nettement moins les journaux quotidiens : dans ce cas, l'écart est grand. En effet, 84 hommes sur 318 et 108 femmes sur 290 déclarent ne jamais lire un quotidien. Les réponses sur le niveau de l'information obtenue par la télévision révèlent que les femmes en activité sont celles qui utilisent le plus ce média, alors que les femmes en situation de chômage et les femmes au foyer regardent moins les bulletins d'information.

La corrélation entre niveau de formation, activité professionnelle et catégorie socioprofessionnelle a permis de conclure que parmi les femmes actives, les femmes cadres supérieurs plus que les autres catégories socioprofessionnelles se sentent plus concernées par la politique.

Des préoccupations politiques communes aux deux sexes

Au niveau de la sélection opérée sur les grandes questions politiques,

- la question principale pour les hommes et pour les femmes est indéniablement l'emploi.
- La 2e question est relative pour les hommes et pour les femmes à la démocratie.
- En 3e position, les deux sexes sont préoccupés par l'Islam.
- En 4e position, les relations avec l'Europe sont prises en compte.

Il y a donc une similitude des questionnements entre les sexes.

La dimension cognitive du champ politique et la progression vers l'égalité

L'information sur le champ politique est significative des différences de comportements. Elle éclaire sur le niveau de l'intérêt concret que les femmes et les hommes s'accordent. Entretenir une certaine familiarité avec le paysage politique n'est pas indifférent dans le rôle que chacun peut avoir sur la scène publique. Autrement dit, plus une personne est intéressée plus on peut considérer qu'elle a conscience de sa place dans la société et de sa participation politique.

À partir de ces hypothèses, il est apparu important de mesurer dans un premier temps les connaissances qu'ont les femmes et les hommes des organisations politiques chargées de l'encadrement politique, et celles des personnalités politiques les plus en vue à leurs yeux, cette question ayant pour objectif également de montrer la visibilité ou non des femmes qui occupent des fonctions politiques.

Au sujet de la connaissance des partis politiques marocains

74 pour cent des hommes affirment connaître les partis politiques marocains alors que le pourcentage chez les femmes est moins élevé : il ne dépasse guère les 55 pour cent.

Paradoxalement, les islamistes tiennent peu de place dans les sélections alors même que l'Islam est venu en 3e position dans la sélection des grands débats de société jugés comme importants par les citoyens et les citoyennes, peut-être parce qu'ils ne sont pas considérés comme des partis politiques.

L'identification des personnalités marocaines, hommes ou femmes, exerçant un rôle politique actuellement

L'étude a jugé que l'identification des personnalités politiques exerçant actuellement pouvait être considérée comme un indice pour mesurer le niveau d'information politique des marocaines et des marocains.

De manière générale, dans cette identification, peu de femmes sont citées. Seules ont été citées les femmes que la télévision a médiatisées et qui sont membres de l'exécutif. En revanche, les hommes occupent largement le terrain et pèsent lourdement dans les esprits.

Le regard sur le sexe de la politique

Pourtant, au-delà de cette conclusion, les représentations de la place des femmes dans le champ politique semblent avoir quelque peu évolué.

La politique, domaine exclusif des hommes ?

En effet, globalement, 70 pour cent des personnes interrogées s'opposent à l'idée que la politique soit un domaine exclusivement masculin, avec une prédominance d'opinions de femmes. 19,9 pour cent des femmes seulement sont de cet avis ! Les femmes tendent à entretenir une autre conception de leur rôle dans la sphère politique.

Dans les opinions développées à ce sujet, le niveau scolaire est déterminant puisque ce sont les personnes n'ayant jamais fréquenté l'école qui sont les plus nombreuses à être d'accord avec cette proposition : plus de 30 pour cent chez les hommes et 18,8 pour cent chez les femmes. En revanche, les hommes et les femmes de niveau supérieur se prononcent massivement contre cette assertion.

Au niveau de l'âge, c'est la tranche d'âge des 20-29 ans, tous sexes confondus, qui s'oppose le plus à l'idée que la politique soit considérée exclusivement comme une affaire d'hommes.

Par rapport au sexe, les femmes considèrent deux fois plus que les hommes que les femmes peuvent s'investir totalement dans le politique.

Les résistances les plus importantes apparaissent au niveau du partage des charges familiales. Même si les positions évoluent vers plus d'égalité dans le foyer, elles confirment en pratique l'infériorité vécue au quotidien par les fem-

mes, intériorisée par les femmes et les hommes et est reproduite par le biais de la socialisation chez les jeunes générations. En effet, la majorité des personnes interrogées estiment que les femmes sont encore considérées par la société comme inférieures aux hommes. Cette opinion dominante trouve son terrain privilégié au niveau certes de la famille, mais se confirme également au niveau de l'espace politique, où les opinions exprimées révèlent amplement les difficultés que les femmes ont à surmonter pour s'investir dans le champ politique.

Pour tester la progression vers l'égalité des femmes et les changements de mentalités, les personnes interrogées ont été invitées à donner leur accord sur les domaines où la femme peut être l'égale de l'homme. L'un des résultats les plus clairs de l'analyse des réponses obtenues éclaire sur la permanence des stéréotypes, malgré les divergences qui caractérisent les différentes catégories socioprofessionnelles.

Ainsi, plus de la moitié des cadres supérieurs, hommes et femmes, réfutent l'idée selon laquelle, dans la vie quotidienne, les femmes sont considérées comme inférieures aux hommes. Dans les autres catégories socioprofessionnelles, seul environ un tiers des cadres moyens et un quart des ouvriers et autres métiers partagent cette opinion.

À propos des changements relatifs à la question de l'égalité, dans tous les cas, les hommes apparaissent plus nombreux que les femmes à penser que l'égalité progresse dans notre société.

La question qui vient alors à l'esprit concerne les facteurs qui peuvent expliquer cet écart de perception entre hommes et femmes. Est-ce à dire que les hommes seraient-ils plus prêts à se contenter d'une égalité de principe dont les progrès semblent réels, tandis que les femmes seraient plus sensibles au décalage entre les principes de base et les faits ?

Perceptions du genre que pourrait avoir les ministères

Pour tester la réalité de la permanence (ou non) de certains stéréotypes, les personnes interrogées ont été invitées à citer dans l'ordre de priorité, trois ministères que les femmes pourraient, à leurs yeux, gérer avec efficacité.

Les résultats démontrent clairement que les stéréotypes demeurent pesants. Ainsi, dans les choix opérés,

- le département des affaires sociales occupe largement la première place puisque le pourcentage des personnes qui pensent que ce ministère peut valablement être dirigé par une femme est de 76 pour cent, les hommes étant massivement plus favorables à cette solution que les femmes, soit respectivement 244 contre 233 ;
- le ministère de l'éducation nationale vient en seconde position, avec un taux de 71 pour cent, les femmes ayant opté davantage pour ce choix : 75 pour cent femmes contre 69 pour cent hommes ;

- la justice vient en troisième position : 34 pour cent de l'échantillon estiment que les femmes peuvent parfaitement gérer ce département, soit 113 femmes contre 95 hommes.

Concernant les autres ministères, la distribution des réponses selon le sexe est la suivante :

- les finances et l'économie occupent le 4e rang avec un taux de 33 pour cent où encore les femmes sont majoritaires à revendiquer ce département : 129 femmes contre 75 hommes ;
- les affaires étrangères accusent un taux de 27 pour cent, les femmes demeurent majoritaires à ne pas refuser aux femmes les capacités pour assumer les responsabilités qui incombent à ce département : 110 contre 59 hommes ;
- vient ensuite le département de l'agriculture, avec un taux de plus de 15 pour cent, où les femmes continuent à dominer (59 contre 38 hommes) ;
- c'est le département de l'intérieur qui recueille le moins de positions favorables à la gestion par les femmes. Moins de 15 pour cent des personnes interrogées accordent leur confiance aux femmes pour administrer ce ministère. Malgré cette réserve, là encore, les femmes sont nettement plus nombreuses que les hommes à considérer qu'il n'y pas d'incompatibilité pour les femmes à exercer les charges de ce ministère (67 femmes contre 19 hommes).

À cet égard, il est intéressant de noter que, même si les femmes confirment relativement l'intériorisation de bien des clichés qui les discriminent, elles sont toujours plus nombreuses à revendiquer l'implication des femmes dans tous les départements ministériels sans distinction entre ceux qui sont traditionnellement perçus comme plus féminisables et qui relèvent du social et de l'éducatif et ceux perçus comme « masculins » lesquels s'occupent de « choses plus sérieuses » comme les finances, les affaires extérieures, l'agriculture ou encore l'intérieur.

Quota, vote et candidatures féminines : les incertitudes de la représentation

C'est sans doute dans la sphère du politique et de la représentation politique que l'écart entre le principe de l'égalité, consacré pourtant par toutes les constitutions marocaines depuis 1962, et sa réalisation concrète est dans notre société le plus remarquable.

Le quota

Pour mieux cerner ce que pense l'opinion publique de cette mesure, il est apparu utile de poser des questions sur la perception de la mesure du quota.

- 32 pour cent des personnes interrogées se déclarent favorables à une telle mesure, les femmes y étant nettement plus favorables que les hommes (39,6 pour cent contre 24,3 pour cent),
- 23,2 pour cent estiment que c'est une mesure inutile, 33,7 pour cent d'hommes contre uniquement 12,7 pour cent de femmes ;
- 39,4 pour cent ne se prononcent pas dont 41,3 pour cent de femmes et 37,5 pour cent d'hommes, taux élevés qui pourraient être interprétés au détriment de l'utilité de la mesure du quota ou comme une conséquence de la méconnaissance du sujet.

La représentation

Les hommes sont légèrement plus nombreux que les femmes à déclarer participer aux différentes consultations électorales. Les taux de participation sont respectivement les suivants : 55,6 pour cent pour les hommes et 52,7 pour les femmes. Une nuance importante mérite cependant d'être soulignée : Le taux des femmes de la tranche d'âge 20-29 est nettement plus élevé que celui des hommes à affirmer participer (16,72 pour cent contre 13,44 pour cent).

S'agissant de savoir si l'acte de voter est autonome, 74,69 pour cent d'hommes l'affirment sans hésitation, tandis que 64,59 pour cent des femmes font preuve de la même assurance.

Le fait est que 148 Marocains sur 270 réponses, soit 55 pour cent des hommes interrogés, voteraient plus volontiers pour un homme que pour une femme. Le choix des femmes se révèle différent puisqu'elles sont 67,7 pour cent à affirmer que leurs préférences ne favorisent pas nécessairement les candidats masculins.

Elles affirment également massivement qu'elles n'hésiteraient pas à voter pour une femme à l'occasion d'une élection législative, alors que les hommes sont plus réticents.

La perception des rôles des associations féminines

Ces deux dernières décennies, le mouvement des femmes a conquis une place importante comme acteur incontournable et crédible représentatif de la société civile. Compte tenu de ce constat, interroger l'échantillon retenu sur la place qu'il accorde aux associations de femmes a été jugé nécessaire.

Soixante-dix pour cent des personnes interrogées estiment qu'elles ont un rôle à jouer contre uniquement 15,7 pour cent qui pensent qu'elles sont inutiles.

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à reconnaître l'utilité des associations : 84 pour cent contre 75,3 pour cent.

- Parmi les personnes interrogées qui reconnaissent l'utilité des associations :
- 59,8 pour cent indiquent leur utilité dans le domaine éducatif ;
 - 59,2 pour cent dans le domaine politique ;
 - 55 pour cent dans le social et 37,6 pour cent dans le culturel.

Le culturel qui en principe devrait venir en tête est largement dépassé par le social et surtout par le politique.

Au niveau de la répartition par sexe, le social vient en tête pour les femmes (60,6 pour cent), suivi du politique (60 pour cent), ensuite de l'éducatif (58,6 pour cent) et en dernier du culturel (33,4 pour cent). Pour les hommes, c'est l'éducatif qui vient en tête avec un taux de 61 pour cent, suivi du politique (58,4 pour cent), du social (49,3 pour cent) et enfin du culturel (41,8 pour cent).

Vers la progression de l'égalité

La question féminine, les droits des femmes, le droit à l'égalité ou encore les rapports sociaux de genre paraissent constituer une véritable préoccupation pour l'échantillon soumis à l'investigation. Malgré l'évolution positive en cours et le débat engagé sur l'égalité, les différents soubassements de l'infériorité des femmes résistent. Des systèmes de représentation du féminin et du masculin, qui différencient nettement les domaines et les compétences de chacun, subsistent : ainsi la perception que le politique est masculin et le domestique féminin demeure ancrée dans les mentalités. Dans les comportements des femmes, il y a une différence entre le niveau du milieu familial, où les femmes continuent de développer des attitudes conservatrices et l'espace public où elles se révèlent plus revendicatives.

Il est vrai que les liens entre l'égalité dans l'espace privé et l'espace public sont rarement établis. Les femmes et les hommes appréhendent l'accès des femmes à la représentation politique indépendamment des contraintes et des obstacles que l'espace privé peut créer. Ils dissocient les deux univers et pensent que les femmes peuvent acquérir une place au plus haut sommet de l'État sans interférence ou incidence de la sphère privée sur la sphère publique. Malgré une conviction forte, partagée par les deux sexes, de la nécessité d'impliquer les femmes dans le champ politique, l'évolution vers une plus grande mixité apparaît bloquée par les structures masculines du jeu politique et par l'auto-exclusion des femmes elles-mêmes, du fait d'une disponibilité limitée par les charges familiales, rôle qui reste peu contesté.

Pourtant, quelles que soient les limites tirées des conclusions de l'enquête quant à la place politique accordée aux femmes, certains résultats essentiels méritent d'être mis en exergue. Ainsi en est-il de la conviction que la question des relations de genre et du politique deviennent importantes dans les préoccupations sociales. Que l'on se prononce pour la participation politique pleine et

entière des femmes, qu'on émette des réserves sur leurs capacités ou que l'on soit opposé à leur visibilité politique, l'un des traits marquants qui semble actuellement travailler la société est bien celui qui concerne les relations de genre. Les nombreuses divergences d'opinions, les contradictions sont d'ailleurs bien le signe d'interrogations propres aux périodes de mutations.

La politisation de la question féminine est un fait certain que les polémiques engagées autour du projet du plan d'action national pour l'intégration des femmes au développement n'ont fait qu'exacerber.

L'étude sur les opinions des décideurs politiques quant à la représentation des femmes dans le champ politique avait déjà révélé les hésitations, voire même les incertitudes. L'enquête menée auprès de l'opinion publique qui a concerné un échantillon représentatif du monde urbain a confirmé que ce ne sont pas seulement les élites au pouvoir qui s'interrogent et qui hésitent. L'opinion publique aussi est engagée dans la même voie, elle est également partie prenante aux mutations nationales sur la question, sur la démocratie et sur le développement.

La question de la participation politique des femmes est bel et bien à l'ordre du jour pour tous, quel que soit le sexe, l'âge ou la catégorie socio-professionnelle.

Les polémiques développées autour du projet de plan d'action national pour l'intégration des femmes au développement, malgré leur caractère conjoncturel, ont eu indiscutablement le mérite de créer une dynamique nouvelle sur la problématique. L'enquête éclaire sur le fait que l'opinion publique marocaine est loin d'être insensible à la question. Bien au contraire, des points de vue structurés semblent prendre corps et porter la question des relations hommes/femmes sur le devant de la scène. Peu de personnes se sont révélées véritablement hostiles aux mutations des rapports sociaux. Certes, la crispation sur certaines valeurs est réelle, mais la majorité s'interroge et les points de vue commencent à prendre forme et à se construire. Chacun, chacune, en fonction des moyens intellectuels et du statut social, se forge une opinion sur les droits que revendiquent les femmes et sur les enjeux politiques que représente la question dans le processus démocratique actuel. Mais chacune réagit davantage que chacun, car là les intérêts sont en jeu ou en tous cas commencent à émerger dans les polémiques.

Malgré le fait que des discours contradictoires peuvent coexister sur la question et malgré le fait que certains courants instrumentalisent la religion à des fins idéologiques et font de la question féminine leur cheval de bataille, l'opinion publique urbaine semble accepter de s'engager dans une réflexion sur le statut des femmes et donc sur les transformations sociales dans leur ensemble.

Les divergences de positions quant au droit à l'égalité pour les femmes au niveau politique et le refus de cette égalité au niveau domestique nécessitent pourtant un débat sur les corrélations entre l'égalité politique reconnue aux femmes d'un côté et les discriminations familiales proclamées au nom de la religion.

Dans cette lente et difficile progression vers la prise de conscience, les partis politiques qui ne se sont pas, jusqu'à présent, intéressés à la question de la participation des femmes dans le champ politique sont jugés en grande partie responsables de la sous représentation politique des femmes. L'opinion publique est sensible à la question. Malgré une défiance générale, elle manifeste le souhait que les partis assument leur responsabilité et engagent des actions pour que les femmes puissent également participer au niveau politique. C'est peut-être aussi à ce prix, que les partis politiques pourraient reconquérir la confiance perdue. Sans doute parce qu'ils prouveraient que les mots ont un sens qui n'est pas seulement polémique et idéologique.

Compte tenu du rôle qu'ils jouent dans la sensibilisation de l'opinion publique, il est probable que les critiques qui leur sont adressées soient aussi le résultat de leurs discours, des messages reçus par les citoyens et les citoyennes et de l'impact que ces discours ont sur la société. Autrement dit, les personnes interrogées expriment certainement à la fois des critiques et des attentes.

Parmi les acteurs de la société civile, l'opinion publique commence à inclure les interventions des associations féminines dans leur perception du champ politique. À cet égard, leurs attitudes semblent encore prudentes : l'opinion publique paraît encore mal informée sur le rôle qu'elles jouent. Certes, certaines attributions leur sont accordées, mais ces attributions ne semblent pas être le résultat d'une réflexion effective sur le phénomène associatif féminin et sur les responsabilités qu'il peut remplir.

De fait, l'enquête qui s'est intéressée aux opinions des femmes et des hommes et qui s'est proposée de les comparer a permis de mettre le doigt sur les rapports sociaux de genre. Le champ politique est particulièrement confisqué par les hommes. C'est un domaine où les femmes ne sont tolérées qu'à titre marginal et/ou alibi. Ceci apparaît clairement dans les réponses.

Dans l'analyse des réponses, les relations marquées par des rapports de force sont en effet claires : la permanence des stéréotypes en atteste amplement.

Elle révèle la perdurance de l'intériorisation par les femmes et par les hommes de certains préjugés qui discriminent les femmes, mais aussi combien le système des convictions commence à se fissurer. Comment comprendre sinon que les femmes se prononcent globalement plus franchement pour une meilleure répartition des pouvoirs politiques, qu'elles pensent qu'elles pourraient très bien diriger un ministère aussi fortement perçu comme étant masculin comme celui de l'intérieur ? Certains hommes non plus n'excluent pas cette éventualité... c'est là un facteur très positif de changement véritable des rapports de pouvoir de genre.

Conclusion

La différence de conceptions entre les femmes et les hommes sur le politique et sur la place des femmes dans le champ politique éclaire sur le poids des inégalités socialement construites. Être femme ou homme est encore interprété comme une question biologique et non comme une question de pouvoir, mais de nouvelles conceptions émergent qui ouvrent de nouvelles perspectives.

En dépit des résistances et en dépit des obstacles, indéniablement la société est dans une phase de mutation profonde et la place des femmes dans le champ social et dans le champ politique subit des transformations importantes.

L'opinion publique tend à prendre conscience que l'égalité de droits existe et qu'elle doit être appliquée. Elle prend conscience du caractère formel de ces droits dont l'exercice se heurte aux constructions sociales et à des résistances qui réduisent les compétences sociales féminines par rapport aux compétences masculines.

Dans les représentations, une nouvelle citoyenneté émerge. Il faut l'accompagner.